

Monsieur le Président de la République
Emmanuel Macron
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Paris, le 1^{er} avril 2021

Monsieur le Président de la République,

Suite à la réunion du comité interministériel des villes (CIV) du 29 janvier dernier à Grigny, les associations d'élus que nous représentons ont échangé avec le Premier ministre et son gouvernement au sujet des objectifs affichés et du contenu des mesures annoncées. Nous voulons par ce courrier aujourd'hui porter à votre connaissance les difficultés que rencontrent nombre d'élus pour profiter des crédits de France relance.

L'élaboration des contrats de relance et de transition écologique et sociale (CRTES) est un sujet majeur, alors que ces contrats ont vocation à accompagner les projets de territoires adoptés pour la mandature 2020/2026. Dans ce cadre, nous avons besoin, dès maintenant, de mobiliser les crédits du plan de relance. Or, nous regrettons vivement la poursuite voire même la multiplication des appels à projet et appels à manifestation d'intérêt (AMI). En contradiction avec l'esprit des CRTES, cette situation risque d'accroître les inégalités entre les territoires qui n'ont pas tous les mêmes capacités d'ingénierie pour y répondre, et, plus globalement, de nuire à la déclinaison opérationnelle des orientations portées par France Relance et le CIV du 29 janvier.

Par ailleurs, les comités départementaux de la politique de la ville tardent à se mettre en place, alors qu'ils conditionnent la mise en œuvre opérationnelle des mesures du CIV. Pourtant, vous le savez, la situation des habitants est de plus en plus préoccupante et l'appel du 14 novembre signé par plus de 250 maires de toute strate démographique a rappelé l'extrême urgence qui prévaut, afin de venir en aide à nos concitoyens les plus fragiles et exposés aux conséquences de la crise sanitaire et sociale que nous vivons.

A ce titre, nous réitérons notre demande qu'une cellule de suivi national placée auprès de Matignon puisse être mise en place dans les meilleurs délais pour mieux flécher et identifier les crédits vers les territoires urbains qui en ont le plus besoin.

Nous savons pouvoir compter sur vous et votre attention pour accompagner les territoires dans la période difficile que nous traversons.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération respectueuse.

Johanna Rolland
Présidente de France urbaine



Caroline CAYEUX
Président de Villes de France



François BAROIN
Président de l'AMF



Sébastien MARTIN
Président de l'AdCF



Thierry FALCONNET
Président Ville & Banlieue

